



## **Investir en Europe: discours du Président Juncker devant le Parlement européen, réuni en plénière, sur le plan d'investissement de 315 milliards d'euros**

Strasbourg, 26 novembre 2014

**Jean-Claude JUNCKER**

**Président de la Commission européenne**

### **1. Introduction – Tourner la page**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs,

Il y a plus d'un mois, j'ai prononcé un discours devant cette Assemblée et promis à cette occasion de présenter un plan d'investissement ambitieux avant Noël. Un mois plus tard, c'est Noël avant l'heure: je tiens ici ma promesse.

Je suis ici devant vous, car c'est au Parlement que devraient se dérouler les événements importants.

Aujourd'hui, l'Europe tourne la page. Après des années de lutte pour rétablir notre crédibilité budgétaire et promouvoir les réformes, nous ajoutons à présent un troisième sommet au triangle vertueux: un «Plan d'investissement pour l'Europe» ambitieux mais réaliste. L'Europe a besoin d'un coup de fouet et la Commission lui fournit aujourd'hui les courroies pour mettre la machine en route.

Investir en Europe, c'est bien plus que des chiffres et des projets, bien plus que des fonds et des règles. Nous devons adresser un message aux Européens et au reste du monde: l'Europe est de retour. Le passé est derrière nous. Investir, c'est se tourner vers l'avenir.

Bien sûr, il ne faudra jamais oublier les sacrifices que de nombreux Européens ont consentis ces 6 dernières années pour surmonter la crise. Pas plus qu'il ne faudra cesser d'éliminer les barrières, d'ouvrir les marchés et de réformer ce qui ne fonctionne pas dans nos économies. Il s'agit-là de conditions nécessaires, mais pas suffisantes à la croissance.

Nous devons entreprendre des réformes structurelles pour moderniser et préserver notre économie sociale de marché. Nous devons faire preuve de responsabilité budgétaire pour rétablir la confiance et la viabilité de nos finances publiques. Et pour compléter cette triade vertueuse, nous devons à présent relancer l'investissement. Aucun arbre ne peut grandir uniquement grâce au sol et à l'air; le plan d'investissement que nous présentons aujourd'hui fournit l'arrosoir nécessaire.

Pour la première fois, la Commission européenne présente ensemble les trois composantes du succès économique à venir de l'Europe. Loin de s'entrechoquer, ces composantes sont rassemblées dans un seul et simple message: l'Europe, ce lieu porteur d'avenir et attractif pour l'emploi, la croissance et l'investissement, peut donner espoir à nos générations futures et au reste du monde.

### **2. Pourquoi ce plan?**

Tout d'abord, parce que nous ne sommes pas simplement confrontés à un sérieux déficit d'investissement; nous sommes pris dans une trappe. Lorsque je m'entretiens avec des investisseurs, ils conviennent tous que l'Europe est un lieu d'investissement attrayant. Pourtant, les chiffres disent le contraire: les niveaux d'investissement dans l'UE ont baissé de 370 milliards d'euros par rapport aux niveaux historiques d'avant-crise. Alors que l'investissement repart aux États-Unis, l'Europe est à la traîne. Pourquoi en est-il ainsi? Parce que les investisseurs sont en quête de confiance et de crédibilité.

En second lieu, parce que nous sommes face à un paradoxe de taille: en dépit des immenses flux de liquidités circulant sur les marchés monétaires mondiaux et les comptes en banque des entreprises, l'investissement ne rebondit pas en Europe.

Troisièmement, parce que nos ressources publiques sont limitées: nos taux d'endettement ont bondi de 60 % à 90 % du PIB en quelques années à peine. Les dépenses publiques représentent déjà près de

50 % du PIB de l'UE. Nous devons donc faire un usage intelligent de l'argent public qui soit de nature à libérer l'investissement. Les dépenses publiques doivent être affectées à leur vocation première, qui est de financer nos écoles et nos systèmes de protection sociale et non de rembourser la dette.

Aujourd'hui, nous luttons contre ces pathologies européennes sans pour autant perdre de vue notre priorité: l'économie réelle. L'heure n'est pas aux combats nationaux, politiques ou idéologiques. L'heure est à l'émergence d'un large consensus politique et social, et à des négociations d'envergure pour remettre l'Europe sur les rails.

J'entends souvent dire que nous avons besoin d'«argent frais». Selon moi, nous avons surtout besoin d'un nouveau départ et de nouveaux investissements. D'autres affirment que nous devons nous endetter davantage. Ce n'est pas notre avis. Les budgets nationaux sont déjà sous pression. L'UE fonctionne sur la base de l'équilibre budgétaire et les liquidités abondantes disponibles peuvent permettre à l'Europe de croître sans continuer à s'endetter. Nous ne trahisons pas nos enfants ni nos petits-enfants en contractant de nouvelles dettes qu'ils devront en fin de compte rembourser. Nous ne trahisons pas les règles du pacte de stabilité et de croissance que nous avons adoptées ensemble: c'est une question de crédibilité. Néanmoins, si les États membres alimentent le Fonds, nous ne tiendrons pas compte de ces contributions dans nos évaluations au titre du pacte.

Ce que nous allons faire, c'est mettre en place le système adéquat qui permettra d'utiliser les fonds publics disponibles de manière à mobiliser des capitaux supplémentaires qu'il aurait été impossible d'attirer autrement. Chaque euro d'argent public mobilisé peut générer de nouveaux investissements qui, sans cela, n'auraient pas vu le jour et peut créer des emplois.

Nous devons examiner minutieusement les projets dans lesquels investir. Les projets qui bénéficieront du nouvel effort d'investissement doivent être attrayants, dépourvus d'obstacles réglementaires et motivés par la réalité économique et non par l'opportunisme politique.

Je veux être clair sur un point: l'argent que nous proposons aujourd'hui vient s'ajouter à tout ce qui existe déjà. Il s'ajoute aux 630 milliards d'euros qui sont sur le point d'être débloqués par les Fonds structurels et d'investissement aux niveaux national et régional. Il s'ajoute à ce que la Banque européenne d'investissement a déjà été en mesure d'apporter jusqu'à présent, au 180 milliards d'euros qu'elle a injectés dans l'économie réelle après que son capital a été augmenté de 10 milliards d'euros. Il s'ajoute aux programmes de l'UE tels que le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, Horizon 2020 et COSME, qui investissent déjà dans les infrastructures, l'innovation et les PME européennes.

Et plus important encore, cet argent s'ajoute à ce que les États membres peuvent faire pour s'aider eux-mêmes. Car eux aussi doivent soutenir le climat d'investissement en faisant un meilleur usage de l'argent public et en s'engageant plus vigoureusement en faveur des réformes structurelles.

Permettez-moi de vous expliquer ma vision de la façon dont cet argent devrait être utilisé:

- je vois des écoliers à Thessalonique entrant dans une classe flambant neuve équipée d'ordinateurs;
- je vois un hôpital à Florence où des équipements médicaux de pointe permettent de sauver des vies;
- je vois un navetteur français recharger sa voiture électrique sur une aire d'autoroute, comme nous-mêmes faisons le plein d'essence aujourd'hui;
- les ménages et les entreprises veulent tirer parti du progrès technologique et réclament à grands cris des actions de nature à améliorer l'efficacité énergétique;
- notre secteur énergétique doit interconnecter des réseaux et des marchés, intégrer les sources d'énergie renouvelable et diversifier nos sources d'approvisionnement;
- notre secteur des transports doit moderniser ses infrastructures, réduire la congestion du trafic et améliorer les liaisons à vocation commerciale. Notre environnement a besoin de meilleures infrastructures de gestion des déchets, de recyclage et de traitement de l'eau;
- il nous faut un haut débit plus étendu et plus rapide et des centres de données plus intelligents partout en Europe;
- et nous devons investir dans nos systèmes d'éducation et d'innovation, qui sont souvent sous-financés et moins bien équipés que ceux de nos principaux concurrents. Investir dans les

personnes, c'est le fondement même de l'économie sociale de marché. En Europe, «social» s'écrit avec un grand «S».

Les besoins sont considérables. C'est le défi d'une génération. L'Europe devra s'y attaquer avec détermination.

### **3. Comment cela fonctionnera-t-il?**

L'argent ne tombera pas du ciel. Nous n'avons pas de planche à billets. Nous devons attirer de l'argent et en tirer parti. Nous mettons en place aujourd'hui une nouvelle architecture qui nous permettra d'y parvenir. L'idée essentielle est de fournir une capacité de prise de risques susceptible de libérer des investissements supplémentaires.

Notre plan repose sur trois grands piliers («filières»):

1. Nous créons un nouveau Fonds européen pour les investissements stratégiques, garanti par des fonds publics provenant du budget de l'UE et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ce Fonds sera en mesure de mobiliser 315 milliards d'euros au cours des trois prochaines années.

La Commission a prélevé 8 milliards d'euros sur le budget de l'UE, ce qui permet de couvrir une garantie de 16 milliards d'euros accordée au Fonds. S'y ajoutent 5 milliards d'euros provenant de la BEI, ce qui fait un total de 21 milliards d'euros. Avec une telle réserve, la BEI peut accorder des prêts pour un montant total de 63 milliards d'euros. Nous venons donc d'injecter 63 milliards d'euros d'argent frais dans l'économie. Mais la BEI n'agira pas seule. Elle financera les volets les plus risqués de projets représentant un montant total de 315 milliards d'euros, ce qui signifie que les investisseurs privés devront apporter les 252 milliards d'euros restants.

De l'avis de certains, ce n'est pas suffisant. Il s'agit pourtant de l'effort le plus important jamais consenti depuis la naissance de l'Europe dans le but de mobiliser le budget de l'UE pour attirer de nouveaux investissements - le tout sans modifier les règles. Nous avons réussi à prélever un montant sans précédent de 8 milliards d'euros sur le budget de l'UE! Vos gouvernements nationaux pourront vous dire à quel point il est difficile de réaliser de telles économies.

Je sais que certains d'entre vous s'inquiètent des effets de cette initiative sur les budgets alloués à la recherche et aux infrastructures. Vous craignez que les fonds réorientés à partir des lignes budgétaires «Horizon 2020» et «Mécanisme pour l'interconnexion en Europe» ne soient perdus. Ce ne sera pas le cas. Chaque euro provenant de ces programmes et versé au Fonds générera 15 euros qui seront investis dans ces mêmes projets de recherche et d'infrastructure. Nous ne nous contentons pas de transférer des fonds, nous en tirons le meilleur parti.

Si les États membres se montrent à la hauteur de la situation et contribuent au Fonds, l'effet d'entraînement de ce montant considérable sera encore plus important.

2. Nous constituons une réserve de projets crédible, soutenue par un programme d'assistance technique visant à établir un lien entre les investissements et des projets matures d'importance européenne et porteurs de croissance. Il n'appartient pas aux responsables politiques de choisir les projets. Ce choix reviendra aux techniciens qui disposent de l'expérience et du savoir-faire à cet effet. Le Fonds disposera d'un comité des investissements spécialisé, constitué d'experts, qui aura pour tâche de valider chaque projet d'un point de vue commercial et sociétal et sur la base de la valeur ajoutée que le projet peut apporter à l'UE dans son ensemble.

3. Nous proposons une feuille de route ambitieuse destinée à rendre l'Europe plus attrayante et à supprimer l'excès de formalités administratives et les obstacles réglementaires. La réponse n'est pas seulement de nature financière. Elle est également de nature réglementaire. Un seul règlement de l'UE peut remplacer 28 dispositifs législatifs. Il n'existe pas de meilleur outil de simplification.

La BEI a fait du très bon travail au cours des dernières années, et je me réjouis qu'elle reste un acteur et partenaire central du nouveau plan d'investissement européen. Werner, le «triple A» de ton institution est un trésor européen dont nous allons maintenant faire un usage encore plus optimal pour l'Europe. Nous n'aurions pas pu le faire sans vous. Je tiens à te rendre hommage, Werner, ainsi qu'à ton équipe, pour tout ce que vous avez accompli jusqu'à présent et je vous remercie pour ce qu'il vous reste à accomplir au cours des trois prochaines années. En effet, Werner et moi-même avons procédé à un échange de vues approfondi sur la question dès juillet.

Il y a encore des mesures importantes que nous devons prendre dès demain. Ce n'est qu'un début.

C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, je voudrais en appeler à tous ceux qui disent vouloir remettre l'Europe sur la voie d'une croissance forte:

1. Les États membres doivent se joindre à nous et démultiplier davantage encore l'impact du Fonds. Chaque euro public mobilisé par le Fonds peut générer environ 15 euros d'investissement. En contrepartie, je m'engage, ainsi que je l'ai déjà dit, à ce que, dans l'évaluation des finances publiques au titre du pacte de stabilité et de croissance, la Commission ne tienne pas compte de tels apports de capitaux au Fonds. C'est ainsi que fonctionne la solidarité européenne. Voilà ce que signifie œuvrer ensemble dans l'intérêt du plus grand nombre.

Certains d'entre vous se demanderont - En quoi cela me concerne-t-il? Pourquoi les États membres contribueraient-ils au Fonds sans avoir aucune garantie de la contrepartie qu'ils pourront obtenir? Parce que les silos géographiques ne profitent à personne. La croissance de la France est positive pour l'Italie, tout comme la croissance de l'Europe méridionale est bonne pour l'Allemagne. Nous sommes tous sur le même bateau. Nos destins sont liés et nous devons nous serrer les coudes.

2. Les 315 milliards d'euros d'investissements escomptés au total ne sont pas un plafond. Si nous réussissons, et je suis convaincu que ce sera le cas, nous pouvons même aller encore plus loin.

3. Nous avons besoin d'un large consensus politique au sein du Parlement européen et du Conseil européen, qui approuvera le plan d'investissement et en validera le contenu, la structure et les objectifs. Nous avons besoin d'une coalition de ceux qui sont «disposés à investir».

Mesdames et Messieurs les députés, je compterai notamment sur l'engagement de cette assemblée à accélérer l'adoption de la législation nécessaire à la mise en place du Fonds. J'inviterai mes collègues au Conseil européen à prendre le même engagement. Nous devons rendre le Fonds opérationnel d'ici au mois de juin de l'année prochaine, afin qu'il puisse commencer à produire des résultats.

Le Parlement européen est un partenaire essentiel pour aider l'Europe à renouer avec la croissance. Nous serons responsables devant vous. Des représentants de haut niveau de ce nouveau Fonds devraient régulièrement vous rendre compte des activités du Fonds. Je veillerai également que les vice-présidents et les membres de la Commission chargés des différents domaines d'activités du Fonds, ainsi que des représentants de la BEI, vous fassent régulièrement rapport, ainsi qu'à vos commissions compétentes.

Toutefois, permettez-moi d'être très clair: nous avons besoin d'un aval et d'un soutien politiques, mais pas d'une politisation du plan. Pas de jeu politique avec les projets, pas de listes de vœux nationales. Il s'agit d'un important test de crédibilité qui doit être convaincant pour les investisseurs privés et les marchés financiers mondiaux. Là encore, je compte sur le professionnalisme, l'expérience et l'expertise de la BEI.

Le plan n'est pas un guichet automatique et le Fonds ne sera pas une banque. Nous avons besoin d'un mécanisme souple. Un mécanisme qui soit simple d'utilisation pour les investisseurs et les autorités publiques. Un mécanisme qui puisse évoluer et se développer au fil du temps. Qui ne soit pas limité par la logique de cloisonnement des préaffectations thématiques, sectorielles ou géographiques. Un mécanisme crédible, qui s'appuie sur des structures établies et garantisse la responsabilité

Ce que nous proposons ici ne peut se faire qu'à l'échelon de l'UE. Moins d'un mois après l'entrée en fonction de ma Commission, nous prenons nos responsabilités et nous agissons. J'invite à présent les autres à faire de même et à montrer qu'ils sont, eux aussi, prêts à jouer le jeu.

Il ne s'agit pas d'un effort ponctuel. Le plan présenté aujourd'hui a valeur de test. S'il tient ses promesses, qui dit qu'il ne pourrait pas devenir un instrument permanent?

#### **4. Pas de retour en arrière possible**

Il s'agit d'une offensive pour l'investissement visant à optimiser notre politique économique. Nous nous concentrons sur des investissements européens à grande échelle et à long terme, visant à créer des emplois. Nous ciblons également les PME — les créateurs d'emplois de l'Europe — afin de donner un coup de fouet à l'économie réelle.

Nous sommes en train de franchir un cap, en complétant la responsabilité budgétaire et les réformes structurelles par des plans d'investissement et des instruments innovants. Ce plan d'investissement sans précédent, qui mobilise tous les niveaux de pouvoir, est la pièce manquante du puzzle, le troisième sommet du triangle vertueux. La triade reconstituée.

Nous nous appuyons sur trois piliers: l'argent, les projets et les règles pour créer le bon environnement pour les entreprises.

Nous apportons de l'espoir à des millions d'Européens désenchantés après des années de stagnation. Oui, l'Europe peut encore devenir l'épicentre d'une grande campagne d'investissement. Oui, l'Europe peut renouer avec la croissance. Oui, le modèle social européen subsistera.

Maintenant que nous allons dans la bonne direction, nous ne pourrons plus faire machine arrière.

Je vous remercie de votre attention.

SPEECH/14/2160

Renseignements au public:

[Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](tel:0080067891011) ou par [courriel](#)